

# MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

École Normale Supérieure  
Direction Générale des Services  
Pôle des Marchés Publics  
29, rue d'Ulm  
75005 PARIS



**ENS**  
ÉCOLE NORMALE  
SUPÉRIEURE

## **ACCORD-CADRE FOURNITURE ET LIVRAISON DE LITIÈRE POUR LA PLATE-FORME ANIMALERIE RONGEURS DE L'INSTITUT DE BIOLOGIE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (IBENS)**

Procédure adaptée passée en application des articles 27, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

**École Normale Supérieure**

## **Cahier des Clauses Particulières**

MAPA n°2017-036

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

<b>Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales.....</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 - Forme et montant de l'accord-cadre .....	4
1.3 - Allotissement .....	4
1.4 - Durée de l'accord-cadre.....	4
1.5 - Accord-cadre à bons de commande .....	4
1.6 - Visite des lieux .....	4
<b>Article 2 : Prestations similaires .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 : Pièces contractuelles de l'accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Modalités d'exécution des prestations.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 5 : Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 6 : Maintenance et garanties des prestations .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 7 : Garanties financières .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 8 : Avance.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 9 : Prix de l'accord-cadre.....</b>	<b>6</b>
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
9.2 – Modalités de variations des prix .....	7
<b>Article 10 : Modalités de règlement des comptes .....</b>	<b>7</b>
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
10.2 - Présentation des demandes de paiements.....	7
10.3 – Délai global de paiement.....	8
<b>Article 11 : Pénalités .....</b>	<b>8</b>
11.1 - Pénalités de retard.....	8
11.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	8
11.3 - Pénalité pour travail dissimulé .....	8
<b>Article 12 : Assurances .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 13 : Fournitures attestations fiscales, sociales et extrait KBIS .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 14 : Résiliation de l'accord-cadre.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 15 : Nantissement.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 16 : Litiges .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 17 : Droit et langue .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 18 : Clauses complémentaires.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 19 : Dérogations au C.C.A.G .....</b>	<b>10</b>

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

#### 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et livraison de litière pour la plate-forme animalerie rongeurs de l'Institut de biologie de l'École normale supérieure (IBENS).

#### Besoin

- Litière peuplier.
- Consommation annuelle d'environ 12 tonnes (13 à 18 000 € TTC annuel), ceci est un montant indicatif.

#### Qualité

- Empoussièrement minimal.
- Humidité inférieure à 15 %
- Granulométrie entre 2 et 3,5mm
- Autoclavable.
- Les participants à l'appel d'offre doivent faire parvenir à l'animalerie un sac du produit concerné par l'appel d'offre.
- Indemne de toutes contaminations croisées (médicamenteuses, chimiques).
- Le distributeur doit être en mesure d'évaluer l'impact environnemental de ses activités.
- Le distributeur doit indiquer les stratégies mises en place pour réduire les coûts environnementaux de ses activités. La certification ISO 14001 serait un plus.

#### Tracabilité

- Suivi des lots.

#### Conditionnement

- Sacs polypropylène d'environ 10 kg autoclavables.
- Palettes de 30 sacs maximums pour les livraisons sur site.

#### Conditions de livraison : 3 options

##### Option 1 :

- Livraison toutes les 3 semaines de 45 sacs sur chariot. Les chariots seront mis à disposition du livreur sur le quai de réception. Le livreur aura la charge de déconditionner les sacs et de les placer dans les chariots. Les emballages devront être repris par le livreur.

##### Option 2 :

- Livraison toutes les 5-6 semaines de 4 palettes de 30 sacs, dans un local de stockage appartenant à l'Institut de biologie de l'École Normale Supérieure, dont l'adresse sera communiquée au titulaire au moment de la notification du marché.  
Le titulaire s'engage à réaliser la livraison sur site et la mise en stock du produit dans les locaux dédiés.

##### Option 3 :

- Livraison chez un logisticien, situé en région parisienne, de 16 palettes de 36 sacs tous les 6 mois

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'ENS un correspondant commercial.

**Lieu(x) d'exécution :**

École Normale Supérieure – Niveau 1  
46 Rue d'Ulm  
75230 Paris Cedex 05

1.2 Forme et montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire. L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et donne lieu à la conclusion de bons de commande.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre est conclu pour un montant maximum annuel de 20 000€ TTC.

1.3 - Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

1.4 - Durée de l'accord-cadre

Les prestations débuteront à compter de la notification du marché.

L'accord -cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché.

L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 12 mois par tacite reconduction pour une durée maximale de reconduction ne pouvant excéder 36 mois.

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées dans le(s) délai(s) prévu(s) par l'accord-cadre.

1.5 – Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le **numéro du marché 2017-036**,
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande sera de 15 jours.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

1.6 Visite des lieux

**La visite des lieux est obligatoire.**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la **non-visite des lieux est éliminatoire.**

Une date de rendez-vous sera à fixer auprès de : **M. Christophe AUGER**  
**Tél : 01 44 32 36 69 (71)**

**Email : christophe.auger@ens.fr**

## **Article 2 : Prestations similaires**

Des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires dans les conditions décrites à l'article 30-I-7° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pourront être négociés avec le titulaire sans publicité ni mise en concurrence, pour une durée qui ne pourra excéder 2 ans à compter de la notification du marché initial.

## **Article 3 : Pièces contractuelles de l'accord-cadre**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.),
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- L'offre technique et financière du titulaire,
- Le mémoire technique du candidat.

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009,
- L'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et le décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatifs aux marchés publics.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations de parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent marché.

## **Article 4 : Modalités d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

### **Adresse de livraison :**

La livraison des fournitures sera faite à l'adresse suivante et sera indiquée sur le bon de commande. :

**École Normale Supérieure**  
IBENS – Niveau 1  
Rue Thuillier  
75230 Paris Cedex 05

Le titulaire est réputé connaître les difficultés éventuelles de manutention que peut occasionner la livraison de fournitures dans les locaux précités. La livraison devra impérativement s'effectuer au 1<sup>er</sup> étage, au service initiateur de la commande. La dépose des fournitures devra être réalisée par le prestataire selon les conditions fixées par l'Institut de Biologie de l'École Normale Supérieure.

Il incombe au titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer les prestations dans les meilleures conditions (contact téléphonique, mail...).

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

La date et l'heure seront déterminées conjointement avec le responsable : M. Christophe Auger ou la personne habilitée dont les coordonnées seront indiquées sur le bon de commande.

Le titulaire s'engage à en informer son personnel et les transporteurs éventuels.

Contact :

M. Christophe AUGER.

Tel : 01 44 32 36 71

**E-mail : christophe.auger@ens.fr**

**Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :**

En vue de l'exécution du marché, des matériels, objets et approvisionnements seront remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du C.C.A.G.-F.C.S.

**Stockage, emballage et transport**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 19 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

**Décision de poursuivre**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

**Article 5 : Constatation de l'exécution des prestations**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par M. Christophe AUGER au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

**Article 6 : Maintenance et garanties des prestations**

Sans objet.

**Article 7 : Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

**Article 8 : Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **Article 9 : Prix de l'accord-cadre**

### 9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes la première année et révisibles à la date anniversaire de la notification (le cas échéant) en fonction de l'évolution des tarifs publics HT du titulaire, sur lesquels sera appliquée la remise (exprimée en pourcentage) consentie par le titulaire et indiquée dans l'offre.

### 9.2 – Modalités de variations des prix

Le fournisseur s'engage à appliquer au pouvoir adjudicateur les promotions et remises appliquées sur les prix publics.

Le catalogue (ou tout document référençant les prix du candidat) devra être fourni dans l'offre.

Les prestations seront réglées à l'entreprise titulaire soit après exécution complète de la commande concernée, soit mensuellement sur la base des bennes réellement livrées.

Le candidat s'engage à maintenir la totalité de ses tarifs pour les douze premiers mois de l'année de l'accord-cadre. Les prix pourront être révisés (en hausse comme en baisse) à la date anniversaire de l'accord-cadre. Une clause de révision des prix devra impérativement être indiquée pour l'année suivante.

Le candidat retenu s'engage à fournir à l'Institut de Biologie de l'École Normale Supérieure, les nouveaux tarifs dans un délai de 15 jours avant la date d'entrée en vigueur du nouveau barème (et fera figurer sur chaque ligne le taux d'augmentation correspondant).

L'École Normale Supérieure se réserve le droit de demander les documents qui justifient la variation de prix.

**Clause de sauvegarde :** L'ENS se réserve le droit de dénoncer le marché, en cas d'augmentation des tarifs supérieure à 3 % après révision.

## **Article 10 : Modalités de règlement des comptes**

### 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 3 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du **marché 2017-036** ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;

- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**École Normale Supérieure**  
**Institut de Biologie**  
À l'attention de M. Christophe AUGER  
46, rue d'Ulm  
75230 Paris Cedex 05

- En cas de cotraitance :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

### 10.3 – Délai global de paiement

Le mode de règlement est le virement administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **Article 11 : Pénalités**

### 11.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G-F.C.S, les pénalités journalières en cas de retard dans l'exécution des prestations sont calculées comme suit :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du C.C.A.G-F.C.S et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Dans laquelle :

P= le montant de la pénalité ;

V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;



R= le nombre de jour de retard.

### 11.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

### 11.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 12 : Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du C.C.A.G-FCS.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 13 : Fournitures attestations fiscales, sociales et extrait KBIS**

Le titulaire doit fournir tous les six mois, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8211-3 à L.8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10% du montant du marché ou égal à 10% du montant des bons de commande attribués depuis la notification du marché, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

## **Article 14 : Résiliation de l'accord-cadre**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables. L'ENS peut résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception dans les conditions prévues au Chapitre VI du C.C.A.G.-F.C.S sous couvert d'un préavis de deux mois.

En outre, l'ENS pourra résilier le marché sans indemnité, après mise en demeure restée sans effet, par décision notifiée en recommandé avec accusé de réception :

- Pour non-respect répété des conditions d'exécution prévues par le présent marché,
- En cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés à l'article 48 du décret n°2016- 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou refus de produire les pièces mentionnées aux articles 12 et 13 du présent CCP. Dans ce cas, le marché est résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **Article 15 : Nantissement**

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles 127 à 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, sont désignés :

- Comme comptable assignataire des paiements : l'agent comptable principal de la Direction des affaires financières de l'ENS.
- Comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics l'agent comptable principal de la Direction des affaires financières de l'ENS.

### **Article 16 : Litiges**

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en français. Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

### **Article 17 : Droit et langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **Article 18 : Clauses complémentaires**

Sans objet.

### **Article 19 : Dérogations au C.C.A.G.**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 du présent Cahier des clauses particulières déroge à l'article 4 du C.C.A.G-F.C.S.

L'article 14 du présent Cahier des clauses particulières déroge à l'article 33 du C.C.A.G-F.C.S.